

# Appel à la mobilisation populaire

**D**ans une situation politique jugée « dangereuse », le conseil national du PCF interpelle les forces politiques, syndicales, associatives pour faire émerger une politique de gauche répondant enfin aux attentes populaires.

Aux lendemains des élections départementales, comment caractériser la crise politique ? Comment le pays, la gauche peuvent-ils rebondir ? Quelle alternative proposent les

comunistes ? C'étaient quelques-unes des questions à l'ordre du jour du conseil national du PCF, réuni les 10 et 11 avril dernier. En effet, la



séquence ouverte après les récentes élections départementales, avec l'émergence d'un "tripartisme" (PS-droite-FN), savamment entretenu, nécessite un approfondissement de la réflexion, tout autant qu'un élargissement du champ de l'action et des luttes.

### MOBILISATION POPULAIRE ACTIVE

Les deux journées des travaux de la direction communiste ont permis l'élaboration d'une "feuille de route" invitant les militant-e-s à engager toutes leurs forces dans la construction de réponses de gauche, favorables aux classes populaires, désorientées par la ligne politique libérale prise par le pouvoir. Cela passe notamment par un développement des efforts d'initiatives de solidarités concrètes

dans les entreprises, les quartiers populaires et en direction de la jeunesse. En effet, des millions de personnes aspirent à vivre mieux, à travailler autrement, à ne plus subir privations et frustrations. « Construire une nouvelle espérance à gauche et une mobilisation populaire active, [est] seule à même de déjouer le scénario qui s'installe autour du tripartisme », estime le texte adopté à l'issue de la réunion. C'est donc à s'engager dans cette voie que le conseil national du

PCF invite les militants. D'abord dans les luttes en cours contre la loi Macron, ou encore pour la défense des services publics ou une autre utilisation

de l'argent, avec le collectif "Je rêve d'une banque qui...", autour de nos réflexions sur l'utilisation de l'argent, le rôle des banques et de la BCE. Dans un contexte politique jugé « dangereux », le PCF appelle à la mobilisation populaire active afin de construire une alternative.

### AXES ET TEMPS FORTS

Le chemin est balisé par quelques axes et temps forts. Le 20 mai prochain, aura lieu une rencontre nationale, lançant la Convention sur le projet, avec l'adoption d'un texte sur notre visée et sur de premières mesures immédiates pour répondre aux urgences et sortir de l'austérité. Les Chantiers d'espoir, qui ont été initiés en janvier par 500 person-

## Sommaire

### Page 1 et 2 :

- Appel à la Mobilisation du PCF

### Page 2 :

- Non au gel des pensions  
- Aucune excuse

### Page 3 :

- Quelle politique de gauche pour l'éducation ? Samedi 23 Mai

### Page 4. et 5 :

- Forum Européen le 30 et 31 Mai

### Page 6 :

- Continuons à nous mobiliser pour Mumia  
- Muguet 1er Mai

### AGENDA FD

- Comité régional le 11 mai  
- Réunion du conseil départemental le 20 Mai

nalités, les partis du Front de gauche et les Verts et qui visent à la convergence la plus large des forces, des hommes et des femmes voulant participer à la construction d'une alternative à gauche, sont aussi remis sur l'établi militant, tout comme la préparation du Forum européen des alternatives, le 30 et 31 mai à Paris, lancé par la gauche européenne anti-austéritaire. Bien évidemment, le PCF entend s'investir pleinement

dans la réussite de la journée du 1er mai. Ce conseil national a été particulièrement riche en projets d'initiatives pour construire des solutions progressistes et une offre politique de gauche claire. Les élections régionales des 6 et 13 décembre ont aussi été abordées et le débat est ouvert, avec comme visée de « faire émerger des pactes régionaux antiaustéritaires, de progrès social, écologique et démocratique ». Bilan d'étape mi-

juin au niveau national avant la tenue, entre juin et septembre, de conférences régionales. Disponible, force de propositions et d'actions, tel était le fil rouge de ce récent conseil national du PCF.

## Non au gel des pensions de retraite



Alors qu'elles n'ont plus été revalorisées depuis avril 2013, les pensions de retraite de base ne le seront pas au 1er octobre prochain et resteront donc figées jusqu'en octobre 2016. « Avec une inflation 0, la règle donne 0 revalorisation », a-t-on commenté depuis l'Élysée, après l'annonce la semaine dernière d'un nouveau gel des pensions. Manuel Valls avait pourtant déclaré, le 31 mars : « nous

avons toujours préservé les petites retraites, mais elles sont trop faibles ». Pourquoi alors geler les pensions pour 14,6 millions de retraités et ne pas augmenter le minimum vieillesse pour 572 000 personnes ? Pour réaliser des économies supplémentaires, conformément au programme de stabilité 2015-2018.

La politique du gouvernement Hollande/Valls ne sert que le grand patronat et la finance. Pour les patrons, des dizaines de milliards d'euros via le pacte de responsabilité et autre Crédit d'impôt compétitivité emploi. Pour les retraité-e-s, baisse continue du pouvoir d'achat des pensions, réduction

de la couverture maladie, augmentation des impôts, de la TVA, de la CSG, création de la CASA (taxe de 0,3% prélevée directement sur les pensions depuis le 1er avril 2013). Alors que 220 milliards d'euros d'aides publiques sont versés sans aucun contrôle aux entreprises, il est légitime d'exiger une revalorisation des pensions, qu'aucune, pour une carrière complète, ne soit inférieure au Smic, porté à 1 700 euros brut, ainsi que le rétablissement de la demi-part fiscale pour les veufs et veuves, décidée en 2008 et entrée en vigueur l'an dernier. Dans un communiqué, diffusé le 20 avril, la CGT appelle les retraités à manifester le 4 juin prochain dans toute la France.

## AUCUNE EXCUSE



**François Hollande a fait dire qu'il ne ferait pas d'excuses au Parti communiste après sa comparaison scandaleuse. A en croire l'Élysée, il n'aurait pas critiqué les communistes mais « déroulé un raisonnement ». Le même raisonnement sans doute qui lui avait fait dire, en février 2012 dans le quotidien britannique The Guardian « qu'il n'y [avait] pas de communistes en France », avant de rétro-pédaler quelques jours plus tard, se remémorant que les électeurs communistes avaient contribué à son élection. En fait, Hollande ne veut pas faire d'excuses... parce qu'il n'a plus d'excuse ! Plus d'excuse après avoir trahi des millions de français. Plus d'excuse de les pousser, avec sa politique outrancièrement libérale, sous les jupes de la fille Le Pen. Plus d'excuse d'avoir renié toutes les**

**valeurs d'une gauche sociale et émancipatrice du capital. Quel prix pourrait-on donner aux excuses d'un homme qui s'est tant déjugé ? Le même que celui de ses promesses. Aucun.**

## Paris, le 23 Mai : Quelle politique de gauche pour l'éducation ?

### Quelle politique de gauche pour l'éducation ? Lycée Diderot, Paris, 23 mai. Pour vous inscrire en ligne à l'initiative, c'est ici !

L'école française est de plus en plus inégalitaire. Il est urgent de construire dans les luttes, dans l'action quotidienne et dans le débat une réponse politique neuve, pour une école de la réussite de tous.

Comment mettre en oeuvre le "tous capables" inscrit dans la loi d'orientation ? Quelle école pour former des citoyens et des travailleurs émancipés ? De quels savoirs avons-nous besoin face aux défis nouveaux de l'économie et de la démocratie ? Quelle place des territoires dans une politique nationale d'éducation ? Quel avenir pour l'éducation prioritaire ?...

Le PCF vous invite à une journée de travail et de débats, avec des acteurs de l'éducation et les forces politiques de gauche, en présence de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF.

**Samedi 23 mai de 9h à 18h - Lycée Diderot - Paris 19e**

**Le programme :** À partir de 9h : Accueil des participants en présence d'Henriette ZOUGHEBI, vice-présidente (PCF) de la région Île de France en charge des lycées

**LES ATELIERS :** 10h-12h30 : Débats en atelier.

- Quelles propositions urgentes pour transformer l'école ?
- Défis nouveaux du travail, de la démocratie et de la mutation écologique: de quels savoirs a-t-on besoin ? Mieux d'école, est-ce plus ou moins d'école ?
- Éducation prioritaire ou priorité à l'éducation partout ?
- Pour construire l'égalité, faut-il limiter l'intervention des collectivités locales dans les politiques publiques d'éducation ?
- Comment construire l'avenir de la jeunesse ? De la formation à l'emploi : orientation, qualification, diplôme. Éducation: quels services publics complémentaires ?
- Comment mettre suffisamment d'enseignants face aux élèves ? De quels métiers a-t-on besoin dans l'école ?
- "Difficulté scolaire", "Décrochage": sortir du fatalisme et des réponses individuelles.
- Établissements d'enseignement public : quelle place des familles et des jeunes ? quelles constructions collectives ?

Avec des syndicalistes, des chercheurs, des parents, des responsables associatifs/

**LE GRAND DÉBAT :** 14h-16h30 : des acteurs de l'éducation et des partis de gauche réagissent aux propositions des ateliers.

Avec Benoît HAMON, PS, ancien ministre de l'éducation (sous réserve) ; Bertrand GEAY, Front de gauche éducation, un(e) représentant(e) de la FSU, des représentants de forces de gauche, des parents, des lycéens...

**DISCOURS DE PIERRE LAURENT**



## 30 et 31 mai - Place de la République à Paris



Les forces anti-austérité d'Europe  
vous invitent au premier

**FORUM EUROPEEN  
DES  
ALTERNATIVES**

## Présentation



### Dates

30 et 31 mai prochains

### Lieux

Paris, Place de la République pour les plénières et le concert du samedi 30 au soir et salles à proximité de la place ainsi qu'à l'Espace Niemeyer pour les ateliers.

### Internet

Site (consultable à partir du 7 avril) : [www.forum-des-alternatives.eu](http://www.forum-des-alternatives.eu)

Facebook : Forum européen des alternatives

Twitter : @ForumAlternativ

### Déroulé

#### Le samedi

9:30 Accueil place de la République

10:00-11:30 Plénière d'ouverture

12:00- 16h30 ateliers

17:00 2e plénière

20:00 Concert place de la République

#### Le dimanche

9:30 – 11:00 ateliers

11:30 3e Plénière

### Le Concert

Le samedi 30 mai au soir se tiendra un concert qui porte l'espoir des peuples européens autour du thème "Peuples debout". Debout contre l'austérité, contre la stigmatisation et les discriminations de populations entières, contre les réponses populistes et xénophobes. Debout pour marquer l'aspiration de millions de femmes et d'hommes à la dignité, au respect de leur égale humanité. Debout pour porter les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité qui fondent un idéal républicain abîmé par les renoncements successifs à placer l'humain au cœur des politiques menées. Debout pour la prise en main par les peuples eux-mêmes de leur avenir.

### Blocs thématiques

- Dire adieu à l'austérité pour des politiques solidaires en Europe
- Une reprise ? Quelle reprise ?
- Investir pour faire face aux urgences sociales : un plan de relance ? Pour quelle croissance ?

Les 30 et 31 mai prochains se tiendra à Paris, Place de la République, le Forum européen des alternatives. Ce forum est né du besoin, notamment après le vote du peuple grec, de faire grandir la mobilisation pour la dignité des peuples, la solidarité et la démocratie en Europe, contre les politiques d'austérité et contre les réponses xénophobes et nationalistes.

Initié par la gauche européenne, ce forum sera une initiative d'une ampleur inédite depuis les forums sociaux européens, ouvert depuis sa conception jusqu'à sa mise en œuvre, à toutes les forces et citoyens intéressés. Déambuleront à Paris au moins 2000 personnes, dont une grande partie d'européens, des invités de haut niveau (personnalités de dimension européenne dont des ministres du nouveau gouvernement grec), des militants politiques, syndicaux, des mouvements sociaux, pour participer à 30 ateliers thématiques décentralisés, 3 grandes plénières.

- Un haut niveau de services publics pour un haut niveau de droits (Energie/ logement/enfance/santé)
- Egalité : les luttes continuent (femmes-hommes/ LGBT)
- Quel avenir pour les jeunes ?
  - Reprendre le pouvoir sur l'argent
- Dettes : problème européen, solutions européennes
- Changer le système bancaire (banques /Banque centrale européenne)
- Coopérer contre l'évasion fiscale
- Budgets : souverainetés populaires et solidarités européennes
- Quel modèle productif écologique et émancipateur ?
- Défis et alternatives écologiques (COP21 / réussir la transition écologique)
- Une industrie moderne : produire quoi ? Pour qui ? Comment ?
- Le travail au 21e siècle (nouvelle organisation/ nouveaux droits)
- L'économie collaborative, des alternatives concrètes



(l'ESS / le libre)

- Se réapproprié de notre nourriture
- Pour une démocratie réelle, pour une Europe des libertés
- Quels pouvoirs citoyens en Europe?
- Construire l'Europe consentie : une architecture européenne démocratique
- Faire des européens émancipés : quelles politiques éducatives et culturelles (éducation/culture)
- Big data, espionnage, lois antiterroristes : comment protéger nos libertés et notre vie privée ?
- Ethique et intérêt général : lutter contre la corruption, les conflits d'intérêt et le clientélisme
- Une autre mondialisation
- Au 21e siècle un monde de mobilités. Pour une nouvelle politique migratoire

- Vers un développement commun (mettre en échec le TTIP /partenariats de l'UE avec le monde /biens communs/Méditerranée)
- Construire la paix en Europe et dans le monde (Ukraine / Politique de sécurité : désarmement ou armée européenne ?)
- Faire gagner les peuples d'Europe : passer à l'offensive !
- Comment barrer la route à l'extrême droite ?
- Media dominants, Media alternatifs : gagné la bataille de l'information
- Luttés sociales
- La gauche en Europe : points d'appuis pour une stratégie de développement
- Solidarités concrètes
- Quelles coopérations des élus de la gauche ?

## La Justice refuse tout examen par des medecins indépendants et spécialisés !

Telle est la décision de « justice » notifiée hier à l'avocat de Mumia par le Ministère des services correctionnels.

L'interdit est un défi au droit de se soigner : pas de médecin traitant indépendant, pas d'examen par un spécialiste du diabète, pas même de communication entre l'équipe médicale de l'infirmierie de la prison et un médecin extérieur pour conseiller des soins appropriés, pas de contact téléphonique entre Mumia et le médecin qu'il a choisi.

Son état général reste toutefois très faible. Il ne se déplace toujours qu'à l'aide d'un fauteuil roulant.

La mobilisation se poursuit par l'interpellation du Gouverneur de Pennsylvanie, afin que ces interdits inhumains soient levés. Des élus français se sont associés à de nombreuses personnalités américaines pour porter cette exigence : **Patrick Le Hyaric** (eurodéputé et directeur du journal l'Humanité), **Pierre Laurent** (sénateur et secrétaire national du Parti communiste français), **Ian Brossat** (adjoint à la maire de Paris), **Catherine Margaté** (maire de Malakoff) et **Didier Paillard** (maire de Saint-Denis).

**Continuez d'intervenir auprès de l'ambassadrice des Etats-Unis à Paris :** par tél : 01 43 12 22 22

par fax : 01 42 66 97 83 -

par mail : ParisNIV@state.gov

### DELEGATION FRANCAISE AUX ETATS-UNIS

Une Délégation française se rendra aux Etats-Unis du 12 au 17 mai pour participer à la célébration du 30ème anniversaire du bombardement dont a été victime la communauté de Move en 1985 et qui coûta la vie à 11 personnes dont 5 enfants ...

La délégation se rendra dans les prisons où des hommes et des femmes de ce mouvement avaient été condamnés collectivement quelques années auparavant pour un meurtre qu'ils n'ont pas commis. Elles et ils sont incarcérés depuis 37 ans !



La délégation devrait également rendre visite à Mumia, sous réserve de son état de santé et de l'autorisation de l'administration pénitentiaire.

